

Effrayés par l'écrasement du Parti Allemand, nos dirigeants se précipitèrent du « front unique à la base » au front unique d'organisation à organisation : c'est la politique dite de « front populaire ». Cette deuxième caricature d'un véritable « front unique » alla jusqu'à la volonté de revenir sur la scission de Tours (de même en 45, voire maintenant). Le réel problème : unifier le prolétariat contre le fascisme, était escamoté.

Rappelons que notre Direction signa un accord avec les dirigeants demandant la cessation de toute polémique, de toute critique publique ! Est-ce ainsi que l'avant-garde peut éduquer les masses ? Nullement ! De telles pratiques aboutissent seulement à « revaloriser » ceux qui n'ont pas abandonné leur politique de collaboration de classe, et en pratique revient à désorienter et démobiliser les masses.

Actuellement, nous retrouvons bien la même tactique : la politique « unitaire » de nos dirigeants ne vise pas à engager des luttes sur des objectifs de classe. L'Union de tous les démocrates passe avant l'unité ouvrière. On arrivera peut-être ainsi à réaliser l'unité dans le réformisme, unité qui n'effraie pas plus les petits-bourgeois qu'elle n'effraie le pouvoir gaulliste.

Nous ne sommes pas contre l'unité : nous sommes contre l'unité mythique, vague, inorganisée, et sans programme de classe que nos dirigeants proposent au prolétariat. Nous ne sommes pas contre tout accord avec la S.F.I.O. : nous sommes contre les accords en toutes circonstances, « à tout prix », donc sans principes et qui ne peuvent amener qu'à entériner un programme réformiste.

En clair, nous pensons que la politique d'unité ne prend son sens qu'au moment où nous voulons faire pénétrer un programme révolutionnaire dans les masses. Avec notre programme réformiste, l'unité apportera des conquêtes réformistes lorsque la classe ouvrière sera en position de force dans la lutte de classe ... jusqu'à ce que la bourgeoisie reprenne en main la situation.

Le Parti peut-il développer actuellement une réelle tactique de front unique ? La réponse découle de quelques éléments de la politique communiste que nous avons rappelés plus haut : il ne peut s'agir que d'un front de classe, d'un front entre organisations pouvant prétendre organiser la classe ouvrière. Le but des communistes y est clair : organiser plus profondément la défense du prolétariat, et amener les dirigeants des autres organisations, soit à rejoindre le programme révolutionnaire - hypothèse la moins probable - soit à se dévoiler comme traîtres à la lutte des prolétaires.

Il est alors évident que la politique de front unique n'a que faire des radicaux ou des Mitterand et consorts : ces politiciens n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier. Pour s'en convaincre, point n'est besoin de rappeler le passé politique d'un Mitterand ; il suffit de chercher où et quand il a pris position sur les revendications de classe. Qu'a-t-il dit du 17 mai ? du 1er Février ? Les salariés n'ont que faire des déclarations électoralistes pour une plus juste répartition des fruits du travail, seule position sociale du dit Mitterand !

Par contre, nous croyons possible une politique de front unique avec la S.F.I.O.. Ce parti est actuellement un parti divisé par une véritable barrière de classes. La minorité, qui s'est exprimée par Defferre n'est qu'un ensemble de technocrates « de gauche » qui pensent que socialisme et capitalisme sont des vieilles choses périmées et dépassées par une mythique « économie moderne ». Le courant Mollet, représente la social-démocratie traditionnelle qui organise encore certains secteurs du prolétariat, notamment par l'intermédiaire de F.O.. C'est à cause de cette aile ouvrière que le problème du front unique avec la S.F.I.O. peut se poser. Mais, il serait absurde de le poser abstraitement, en fonction de principes généraux justes, sans considérer ce qu'est la S.F.I.O. actuellement. L'état de la S.F.I.O. est aussi une conséquence de la politique du Parti qui laisse libre cours à une évolution vers la droite de ce parti. Il n'a aucune crainte de perdre son influence sur la classe ouvrière : le programme réformiste du Parti n'a aucun risque de polariser le prolétariat, sur la gauche de la S.F.I.O..

Il existe de grandes causes objectives de mécontentement des travailleurs. La destruction par la Vème République des « Libertés démocratiques » traditionnelles, ses attaques répétées contre une série de conquêtes ouvrières, sont les bases objectives d'un véritable front unique. Aucun Parti n'est pour le moment capable de regrouper à

lui seul les larges masses, de les entraîner dans la lutte sur ces causes objectives de mécontentement. Ceci ne sera possible que par l'intermédiaire de comités appropriés, sur des objectifs de lutte précis et limités. Ces objectifs ne peuvent être le programme communiste, mais concourront à la pénétration de ce programme dans les masses. Ces objectifs, ces comités, indépendamment de la conscience que les masses en auront, doivent viser à organiser la classe en tant que telle.

Des compromis seront nécessaires avec le courant réformiste du mouvement ouvrier, afin que les socialistes n'aient d'autre choix que participer à de telles actions. En aucun cas, il ne peut s'agir de compromis avec la bourgeoisie, compromis qui alors démobilisent à long terme la classe révolutionnaire.

Quelle a été la portée historique de l'expérience des Soviets ? Les Bolchéviks avaient une influence minoritaire dans la classe ouvrière russe, dans les premiers mois de l'année 17, ils étaient minoritaires dans les Soviets, mais ont su saisir le sens profond de ces « conseils » ; il s'agissait d'une forme autonome d'organisation de la grande masse des prolétaires. Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets ! », n'était juste qu'à cette seule condition fondamentale, et c'est en polémiquant avec les autres organisations ouvrières au sein des Soviets, tout en faisant les compromis nécessaires pour les conserver et les développer que les Bolchéviks ont pu gagner les forces décisives du prolétariat.

A l'heure actuelle, et indépendamment de la validité de la Démocratie Véritable, pourquoi ne pas constituer des comités pour la Démocratie Véritable, afin que les plus larges masses laborieuses participent à la construction de l'après-gaullisme ? Pourquoi réserver les discussions au niveau de la direction de la S.F.I.O., qui, sans contrôle des masses, sera très solide sur ses positions réformistes, c'est-à-dire concrètement pour défendre l'ordre capitaliste ? Une telle politique ne priverait pas le Parti de son entière liberté de critique et de propagande, non seulement sur les points du front unique qui ne seraient véritablement défendus par les socialistes, mais encore sur tous les points qui ne peuvent pas faire l'objet d'un accord de front unique. Sur ces points, le Parti n'a pas à s'aliéner la possibilité de développer d'autres actions, d'autres comités de base auxquels les socialistes n'appelleraient certainement pas en tant qu'organisation, mais où les communistes avanceraient d'autres points de notre programme. Par exemple, nous n'avons pas à mettre la sourdine à notre lutte anti-impérialiste, sous prétexte que nos « alliés » d'aujourd'hui sont fortement teintés de pro-américanisme (cf. Mitterand). Le Parti n'a pas à masquer aux travailleurs que toute position ambiguë sur la croisade contre-révolutionnaire impérialiste, est contraire aux intérêts propres des prolétaires en France. L'internationalisme prolétarien n'est pas une déclaration de bonnes intentions. Cela signifie en particulier, que le sort des ouvriers français est intimement lié à la victoire des combattants Viet-Namiens sur l'impérialisme yankee.

La tactique de front unique, comme tous les éléments de la politique communiste, doit encore s'inspirer du Manifeste :

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points.

I. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.

II. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.